



A centralised system of age verification is **key** to protecting teenagers online.

meta.me/centralised



J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 4.70 / France € 4.70

MERCREDI 17 JUIN 2026 / N° 8552

Vaud

Ce que Daniel Rossellat veut laisser à Nyon.
Rencontre ●●● PAGE 5



Transports

Quel avenir pour la Société de navigation sur les lacs de Neuchâtel et Morat?
Entretien avec Alain Ribaux ●●● PAGE 7

Société

Après l'affaire Lyhanna, le statut de la parole des enfants ●●● PAGE 15

Hommage

La nuit où Abdullah Ibrahim a joué devant Duke Ellington à Zurich ●●● PAGE 18

La paix au Moyen-Orient se jouera au Bürgenstock

DIPLOMATIE C'est l'hôtel du Bürgenstock, dans le canton de Nidwald, qui accueillera la signature du protocole d'accord devant mettre un terme au conflit irano-américain

■ La rencontre est prévue vendredi, a confirmé le Département fédéral des affaires étrangères. Ce même jour, le détroit d'Ormuz devrait rouvrir

■ Au G7, la perspective de la fin d'une pénurie de pétrole a incité Trump à se montrer moins conciliant face au Kremlin. Mais son engagement envers Kiev reste flou

●●● PAGES 3, 4

A Los Angeles, un Iran a joué contre l'autre



COUPE DU MONDE Le match de l'équipe iranienne contre la Nouvelle-Zélande a été marqué par la forte présence dans les tribunes d'une diaspora opposée à la République islamique. (LOS ANGELES, 15 JUIN 2026/MARK J. TERRILL/AP PHOTO)

●●● PAGES 16, 17

ÉDITORIAL

Préparons-nous à ce que le bouton américain glisse sur off

ANOUGH SEYDTAGHIA

Quel est le point commun entre un avion de chasse F-35 à 105 millions de dollars pièce et le service d'intelligence artificielle Claude coûtant 15 francs par mois? Tous deux peuvent être désactivés à distance sur ordre de Washington. Le premier ne peut mener aucune mission si ses logiciels sont débranchés et le second peut voir ses performances dégradées si les derniers modèles sont retirés. C'est exactement ce qui vient de se produire avec le service d'intelligence artificielle (IA) d'Anthropic: quelques minutes après avoir été jugé trop puissant par la Maison-Blanche, il a été désactivé pour tous les utilisateurs non américains.

Ce dossier va évoluer ces prochains jours. Et peut-être que ce modèle d'IA si performant sera de nouveau disponible rapidement. Mais là n'est pas le plus important. Ce qui compte, c'est la multiplication de ces désactivations décidées par les Etats-Unis.

Des exemples? Depuis des années, il n'est plus possible d'acheter un téléphone de la marque Huawei, le fabricant chinois étant soupçonné d'espionnage par Washington. Impossible aussi d'obtenir l'antivirus Kaspersky sur votre téléphone. Pendant un temps, des entreprises suisses ne pouvaient plus acquérir de puces IA américaines. Et au niveau individuel, des juges de la Cour pénale internationale sont bannis depuis des mois de services numériques américains par Washington.

L'origine de ces décisions est souvent politique, parfois économique, et pas toujours très rationnelle. Washington appuie de plus en plus souvent sur off, et dans des domaines stratégiques. Il n'est pas déraisonnable de craindre que, demain, l'accès à certains services de Microsoft, Amazon ou Google soit bridé sur décision de la Maison-Blanche.

Face à cette incertitude vertigineuse, une seule issue: cartographier ces risques et chercher d'autres solutions. Aujourd'hui, collectivités publiques, entreprises et même particuliers doivent être pleinement conscients des liens de dépendance envers des prestataires et explorer des possibilités de repli. Des solutions européennes, ou suisses, a priori beaucoup plus sûres.

Il ne s'agit pas de viser l'autarcie (impossible à atteindre) et encore moins de se «désaméricaniser» par pure idéologie. Mais juste de réduire les risques en explorant des alternatives. Et au niveau des Etats, il est capital que des ressources importantes soient investies pour créer des services de pointe, notamment en IA.

Il n'y a aucune raison de paniquer. Il faut juste agir, sur le long terme, pour se préparer à la prochaine fois où la Maison-Blanche appuiera sur off. ●●● PAGE 11

Il ne s'agit pas de viser l'autarcie, mais juste de réduire les risques en explorant des alternatives

«A Nyon, nous avons investi massivement»

VAUD Après dix-huit ans à la syndiculture de Nyon, Daniel Rossellat tire sa révérence. Entre crise du logement, critiques sur la croissance lémanique et double vie avec le Paléo, l'élu indépendant défend un bilan résolument entrepreneur

PROPOS RECUEILLIS
PAR AÏNA SKJELLAUG

Face au réquisitoire d'une partie de la population contre les dérives de la croissance, l'emblématique syndic nyonnais répond par un plaidoyer sans détour en faveur de l'investissement et du libre marché.

Daniel Rossellat, vous réfutez le terme d'«asphyxie» pour qualifier la situation actuelle de Nyon. Pourtant, pour le pendulaire bloqué sur le quai de la gare à 7h53, ou pour les parents de gymnasiens qui doivent être scolarisés dans le Grand Lausanne faute de places, la saturation est bien concrète. Le rôle d'un syndic n'est-il pas, parfois, d'admettre que la réalité vécue par les habitants dépasse la logique froide des statistiques officielles? Il y a le ressentiment des gens, que je ne peux absolument pas nier, mais il y a aussi la réalité des responsabilités politiques et des compétences juridiques. On ne peut pas tout mélanger. Dans le cas précis du Gymnase de Nyon, il s'agit d'une compétence purement cantonale. L'Etat de Vaud a une mauvaise planification en la matière, c'est un fait. C'est choquant pour des parents qui habitent à 200 mètres du gymnase de voir leurs enfants envoyés ailleurs dans le canton parce qu'on a manqué d'anticipation au niveau du Conseil d'Etat, mais la commune n'y est pour rien. En revanche, si l'on regarde ce qui relève de la compétence de la ville, c'est-à-dire les écoles primaires et secondaires, nous avons investi 130 millions de francs. Nous avons rénové des collèges et créé 15 classes supplémentaires et augmenté de 1000 places l'accueil de la petite enfance. Nous avons fait notre travail de planification en anticipant l'arrivée des nouveaux habitants. Quant à la

gare, nous subissons les modifications de planification de l'Office fédéral des transports et des CFF, qui ont repoussé les travaux pour inclure de nouvelles voies. Le syndic de Nyon n'a aucun pouvoir décisionnel sur le réseau ferroviaire fédéral. Je veux bien porter beaucoup de chapeaux, mais pas ceux des autres.

Vous citez souvent cette formule historique: «Un Nyonnais est un Genevois qui a trouvé un appartement.» Aujourd'hui, en 2026, avec des studios à 1800 francs et des 2 pièces à 2900 francs sur le marché libre, même les enfants du pays issus de la classe moyenne ne parviennent plus à se loger à Nyon. Le modèle de la «ville-monde» que vous défendez n'est-il pas en train de s'autodétruire par son propre succès financier? De tels prix sont choquants, mais fort heureusement ils ne reflètent pas la totalité du marché. Le logement est un défi majeur, je l'accorde, et c'est une préoccupation de chaque instant. Mais il faut comprendre les mécanismes sous-jacents. Si les prix sont si élevés, c'est parce que Genève ne construit pas assez et que la pression se reporte mécaniquement sur La Côte. Nyon est attractive, et dans un système de libre marché, une forte demande face à une offre limitée fait prendre l'ascenseur aux prix. L'autorité communale ne peut pas réguler le marché privé, mais nous n'avons pas croisé les bras pour autant. Dès mon arrivée, nous avons imposé à chaque nouveau plan de quartier une obligation de 25% de logements d'utilité publique.

Dans une tribune publiée par «Le Temps», le géographe et syndic sortant d'Yverdon, Pierre Dessementet, dresse un bilan sans concession de votre génération d'élus. Il affirme que la classe politique a sciemment



Daniel Rossellat, selon ses mots, «tourne la page de la politique électorale». (NYON, 11 JUIN 2026/CHRISTOPHE CHAMMARTIN/LE TEMPS)

fermé les yeux pendant vingt ans, préférant «rêver sur des images d'Epinal dessinées à l'aquarelle» tout en encaissant les bénéfices fiscaux de la croissance. Vous sentez-vous visé par cette autocritique? Malgré toute l'estime et l'amitié que je porte à Pierre Dessementet, je ne partage pas du tout son analyse pour ce qui concerne Nyon. On ne peut pas nous accuser d'avoir naïvement encaissé l'argent de la croissance sans investir. C'est même tout le contraire. Nyon est aujourd'hui moins riche qu'avant précisément parce que nous avons massivement investi pour équiper la ville. Le rôle de notre génération d'élus a été triple: nous avons dû rénover le passé, entretenir le présent et construire l'avenir. Rien que sur les quinze dernières années, nous avons injecté 450 millions de francs dans les infrastructures de cette ville. Pour une commune de 24 000 habitants, c'est un effort titanesque, sans équivalent dans la plupart des autres villes de taille comparable. Si l'approche de Pierre Dessementet consiste à dire qu'il faut refuser la croissance et ne pas s'endetter, je réponds que la décroissance est un désastre économique. En tant qu'entrepreneur, je préfère laisser à mes successeurs une ville avec des dettes mais dotée d'un outil de travail et d'infrastructures flamboyantes, plutôt qu'une ville désendettée mais totalement obsolète.

Pierre Dessementet avance un autre chiffre percutant: la Suisse vivrait avec des infrastructures calibrées pour 6 ou 7 millions d'habitants, alors que la population a dépassé les 9 millions. Partagez-vous ce constat? Ce constat est peut-être vrai pour les infrastructures routières ou ferroviaires qui dépendent du canton ou de la Confédération, mais il est faux pour les infrastructures communales nyonnaises. En 2014-2015, la ville a fait le choix courageux et coûteux de passer le réseau de bus urbains au quart d'heure. Ce qui nous a permis d'augmenter la fréquentation de deux millions de passagers. Nous avons subventionné le sport, la culture, et soutenu tout le tissu associatif qui garantit la cohésion sociale.

Vous quittez la syndiculture après dix-huit ans de mandat. Si vous comparez le Nyon de vos débuts en 2008 à celui de 2026, de quoi êtes-vous le plus fier? Paradoxalement, mes plus grandes fiertés concernent des projets à long terme qui se réaliseront après mon départ. Lorsque j'ai été élu, trois grands dossiers étaient sur la table: le centre sportif de Colovray, l'amphithéâtre romain et le plan de quartier de Perdtemps-Usteri. Aucun n'a été inauguré pendant mon mandat, mais ils sont tous sur de bons rails. Colovray est presque terminé, le parc Perdtemps est lancé, et le projet de l'amphithéâtre est bien

tôt prêt pour la prochaine municipalité. J'ai aussi mis beaucoup d'énergie dans la création de la Fondation du Musée du Léman, pour lequel nous avons financé 2,5 millions pour des études.

«Si les prix sont si élevés, c'est parce que Genève ne construit pas assez et que la pression se reporte sur La Côte»

Vous avez géré deux temporalités opposées: le temps long et lourd de l'administration publique d'un côté, et le temps court, ultra-flexible, du Paléo Festival de l'autre. Est-ce que le fait d'être le patron de Paléo – où l'on bâtit une ville éphémère de 50 000 habitants en quelques semaines – vous a aidé à supporter les frustrations de la lenteur politique? Absolument. Cela a été mon équilibre vital pendant dix-huit ans. Paléo est un laboratoire à ciel ouvert où l'on peut innover, tester, se tromper et corriger d'une année à l'autre. C'est une liberté d'action

extraordinaire. Si j'avais dû subir uniquement la lenteur des processus politiques municipaux, j'aurais probablement baissé les bras bien plus tôt. L'expérience accumulée à Paléo, combinée à mes cinq années passées à la direction des événements d'Expo.02, m'a donné une vision entrepreneuriale de la gestion publique. Cela m'a permis d'insuffler une culture de l'ambition à Nyon. C'est aussi pour cela que j'ai refusé de me présenter au Conseil d'Etat vaudois en 2011, alors que j'avais une voie royale: je savais que si j'entrais au gouvernement cantonal, je devais abandonner Paléo. Or, j'avais besoin de ce double ancrage pour être performant et garder mon enthousiasme.

A quoi va ressembler votre vie après la syndiculture? Je tourne la page de la politique électorale. Je vais m'investir pleinement dans l'organisation du 50e anniversaire du Paléo Festival en 2027, et reste président des fondations du Musée du Léman et du Musée romain. Je garde également la présidence nationale du projet de Capitale culturelle suisse, un concept que j'ai lancé et qui se déploiera à La Chaux-de-Fonds en 2027 puis à Aarau en 2030. Je pourrais passer un peu plus de temps dans ma maison du Québec, au bord du Saint-Laurent. Je ne quitte pas les coulisses de la cité, je change simplement de rôle. ■

Fribourg et Vaud redessinent leurs confins à Siviriez

PATRIMOINE TERRITORIAL C'est un événement aussi rare que symbolique: dans le cadre du grand remaniement parcellaire de la commune du district de la Glâne, la frontière séculaire entre les deux cantons subit un subtil lifting. Au cœur de cette opération: le déplacement millimétré de bornes historiques vieilles de plusieurs siècles

Déplacer une frontière politique n'est pas une mince affaire, mais lorsque l'intérêt agricole rencontre le patrimoine, les cantons savent s'entendre. A Siviriez, à la route de Brenles 107, les géomètres et les autorités locales sont à pied d'œuvre pour corriger le tracé territorial. L'objectif est purement pragmatique: «arrondir les biens-fonds» pour offrir aux agriculteurs des terres plus facilement exploitables. Que les puristes se rassurent, aucun canton ne grignote le territoire de son voisin. L'opération

se fait à stricte égalité de surface: ce qui est pris d'un côté est rigoureusement rendu de l'autre. Une tractation d'horloger validée par les deux gouvernements cantonaux sous la supervision de Pierre Dumas, ingénieur géomètre chargé des travaux, de Claude Conus, président du Syndicat d'améliorations foncières, et d'Alexandre Bourqui, syndic de Siviriez.

Pour matérialiser ce nouveau tracé, il a fallu s'attaquer à un patrimoine précieux: les bornes historiques. Ces imposantes pierres sculptées, qui émergent parfois de plus d'un mètre du sol, portent les écussons gravés de Fribourg et de Vaud. Elles témoignent du régime politique de l'Ancien Régime et de la manière dont on distinguait les Etats à l'époque. François Gigon, géomètre cantonal du canton de Fribourg, souligne la portée de ce choix: «C'est un patrimoine que l'on cherche à conserver. Pour ne pas simplement

détruire ces bornes ou les mettre dans un hangar que plus personne ne verra, on a pris le parti de les déplacer sur le nouveau tracé. Ça nous semble très pertinent de les conserver pour pouvoir garder cette trace du projet.»

Ces repères territoriaux sont aujourd'hui considérés comme de véritables atouts culturels et artistiques. Menacées par l'usure du temps, les cultures agricoles, les chantiers ou les collectionneurs d'antiquités, ces bornes font l'objet d'un inventaire rigoureux.

L'objectif est pragmatique: offrir aux agriculteurs des terres plus facilement exploitables

Un travail titanesque initié à l'origine par le canton de Berne en 1989, puis repris par le Service du cadastre et de la géomatique de l'Etat de Fribourg sous la direction du géomètre Remo Durisch, avec l'appui de l'historien Jean-Pierre Anderegg.

De la carte Siegfried au portail numérique

Cet examen minutieux raconte notre histoire. A partir de 1536, Fribourg s'est retrouvé enclavé au milieu de l'ancien territoire bernois, et ce jusqu'à la création de la République helvétique en 1798. Le canton de Vaud, né en 1803, a vu ses propres initiales s'inscrire sur ces pierres, effaçant parfois les anciens blasons bernois. En revanche, le côté fribourgeois est resté intact, miroir d'une grande stabilité territoriale locale.

Entre 2016 et 2018, pas moins de 406 bornes ont été recensées sur les 300 kilo-

mètres de la frontière valdo-fribourgeoise. Un chiffre impressionnant, bien qu'en net recul par rapport aux 1438 bornes dénombrées en 1855. Face à cette perte, des passionnés ont repris les anciennes cartes Siegfried des années 1920 pour débusquer près de 200 bornes supplémentaires cachées dans des forêts reculées, certaines mesurant jusqu'à 160 cm.

Aujourd'hui, ce patrimoine vit avec son temps. Grâce au portail cartographique de l'Etat, le public et les curieux peuvent explorer l'emplacement de ces pierres sous l'onglet «patrimoine». Chaque point rouge révèle une fiche technique interactive contenant des coordonnées précises, l'état de la pierre, et des photographies de ces sentinelles du temps. A Siviriez, ces témoins de pierre s'apprentent simplement à faire un petit pas de quelques centaines de mètres pour continuer à écrire l'histoire. ■ A. SK.